

Publié le 30 août 2010

Les Epl, un atout pour l'UE

On les retrouve dans les secteurs clés de l'économie européenne comme l'énergie, l'eau, les transports publics ou encore l'immobilier. Les Entreprises publiques locales, ou plus largement les services d'intérêt général (SIG) selon l'appellation officielle de l'UE, sont devenues des acteurs clés de l'économie. De la Suède à l'Espagne en passant par l'Autriche, elles participent fortement à la dynamique locale et ont aidé à surmonter la crise.



Avec 26 % du PIB européen, 500 000 entreprises et 64 millions d'employés, soit 30 % de tous les emplois de l'UE⁽¹⁾, les services d'intérêt général (SIG) sont une indéniable locomotive économique pour l'Union européenne. « Une étude menée auprès des responsables de grands réseaux montre que les SIG ont contribué dans la crise à stabiliser l'économie de manière importante, commente [Ralf Resch, secrétaire général du Ceep](#) (Centre européen des Employeurs et Entreprises de Services d'intérêt général). Environ 70 % des entreprises publiques n'ont pas diminué leurs effectifs et certaines ont même continué à embaucher pendant cette période difficile ». Les exemples sont nombreux au sein de l'Europe des 27, comme en Autriche où les Epl « ont permis d'atténuer les conséquences de la crise en maintenant les emplois locaux et en continuant à investir localement dans le développement d'infrastructures à hauteur de 1,1 milliard d'euros en 2009 », confirme Heidrun Maier de Kruijff, secrétaire général de la VKÖ, Fédération autrichienne des entreprises publiques.

Si les disparités peuvent être importantes selon les pays dans le statut juridique et le fonctionnement des entreprises et autres structures publiques locales, elles ont toutes en commun

ce souci de l'intérêt général avec des obligations de service public. Détenues partiellement ou totalement par des collectivités locales, elles pallient, sans négliger l'efficacité et la rentabilité, aux déficiences du privé où seule la notion de profit prime. On les retrouve tout naturellement en première ligne dans les initiatives en faveur du développement durable. D'où la création du [label Discerno](#), initié et mené par le Ceep avec la soutien de la Commission européenne, qui récompense chaque année les entreprises publiques de l'UE se distinguant par leurs actions en matière de responsabilité sociale et environnementale.

Les Epl s'engagent ainsi, dans toute l'UE, dans des opérations souvent ambitieuses et innovantes pour le bienfait de la communauté comme en [Autriche](#) où elles assurent, par exemple, l'enfouissement indispensable du réseau électrique dans la région touristique et enclavée du Tyrol. Autre illustration en [Suède](#) où, en concurrence avec leurs homologues privés, elles facilitent l'accession au logement. En [Espagne](#), où l'immobilier s'est enflammé sous l'effet de la spéculation, elles construisent également des habitations « à prix abordables, pour des familles qui n'ont pas un budget suffisant pour acheter dans le secteur privé », ajoutent Carlos Rodriguez-Ferrer, secrétaire général technicien d'Elige, Fédération des Epl espagnole.

En alliant les avantages d'une gestion privée à ceux du contrôle des collectivités locales, garantes de l'offre de services, les Epl et autres services d'intérêt général ont démontré leur rôle indispensable en Europe. Pour asseoir un peu plus leur légitimité, le Parlement discute actuellement de leur place au sein du droit européen, conscient de l'enjeu pour l'UE et son développement.

(1) En 2006, dernières statistiques officielles



[Local public companies, an asset for EU](#)